

ALBERT THOMAS, FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

Adeline Blaszkiewicz-Maison*

*Agrégée d'histoire, professeure d'histoire-géographie au collège Edgar Varèse à Paris. Lauréate du Prix de la Fondation Jean-Jaurès 2013, elle vient de publier *Albert Thomas, le socialisme en guerre 1914-1918* (PUR).

Alors que les débats politiques contemporains laissent à penser que le Parti socialiste reste travaillé par le « long remords du pouvoir¹ », le parcours d'Albert Thomas est d'une surprenante actualité. Il incarne à lui seul le passage de la théorie à l'exercice du pouvoir. Or, dans l'esprit de nombre de ses condisciples socialistes du début du XX^e siècle, ce passage ne pouvait s'accomplir que sur le mode de la contradiction et du reniement. C'est bien à propos de son action au ministère de l'Armement durant la Grande Guerre que Jean-Noël Jeanneney exhume pour le grand public la figure d'Albert Thomas dans les années 1980. Signe des temps, l'historien l'érige en figure type du « socialisme de gouvernement » :

« [Albert Thomas] joua un rôle important dans la mobilisation industrielle du pays. Il eut alors à se poser et à poser devant l'opinion bien des questions modernes, celles qu'agitèrent les cinq ans de gouvernement socialiste – notamment à partir de la mutation de 1982-1983 et du tournant de la rigueur quand furent mieux prises en compte les contraintes durables de la nécessité : rien de moins que l'adaptation de la doctrine aux impératifs du pouvoir dans une démocratie industrielle². »

Pourtant, ce n'est pas sous l'angle de la contradiction qu'Albert Thomas assumait ses responsabilités politiques nationales lors du gouvernement d'Union sacrée. Successivement sous-secrétaire d'État à l'Armement, puis ministre de l'Armement, entre 1915 et 1917, il envisagea cette expérience comme une opportunité sans précédent de faire d'un ministère le laboratoire *in vivo* des idées réformistes théorisées avant-guerre. Dans le même temps, son objectif était que la SFIO devienne « le vrai parti national³ » prêt à faire marcher la nation toute entière vers le socialisme.

1. Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *Le Long Remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, 1992.

2. Jean-Noël Jeanneney, « Albert Thomas, socialiste de gouvernement » in *Concordance des temps, chronique sur l'actualité du passé*, Paris, Le Seuil, 1987, p. 165.

3. Albert Thomas, *La Politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, p. 27.

Le « pivot du réformisme français⁴ »

Dès avant la Grande Guerre, Albert Thomas s'affirme comme le chef de file de la tendance réformiste d'un parti pourtant ouvertement révolutionnaire – quitte à susciter la gêne, voire l'hostilité de certains de ses coreligionnaires. Fort de son éloquence et de sa capacité d'action, à la fois à la mairie de Champigny-sur-Marne et à la Chambre des députés, il est remarqué pour ses projets pratiques. Tout d'abord rapporteur de la commission du budget entre 1911 et 1913, il se fait connaître lors des débats sur la grève des cheminots, la syndicalisation des fonctionnaires ou encore le développement économique et urbain des banlieues⁵. Léon Jouhaux rapporte cette formule qu'Albert Thomas aimait prononcer face à ses détracteurs : « Nous sommes à droite, va pour la droite⁶ ! » Pourtant, ce réformisme assumé ne signifiait aucunement à ses yeux un reniement de l'idéal socialiste. C'était un mode d'action destiné à faire évoluer la République française vers une société socialiste par de grandes réformes de structures, et non par une révolution à proprement parler. Dans ses formules célèbres, il exprime le questionnement central qui anime toutes ses réflexions : « Comment, par quels progrès immédiats, nous nous acheminerons vers notre but, comment nous réaliserons, dans une démocratie politique véritable, l'organisation socialiste⁷. » Albert Thomas incarne ainsi le triptyque classique étudié par Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson : « syndicaliste, coopérateur et socialiste⁸ », ce qui fait de lui le « pivot du réformisme français ».

Mais sa longue participation au « ministère des obus⁹ » durant la guerre rendit suspect pour longtemps aux yeux des militants et représentants de la SFIO l'épithète de « réformiste ». Elle empêcha aussi durablement une analyse historique sérieuse d'un phénomène longtemps réduit à une forme de trahison de l'idéal révolutionnaire, considéré comme l'identité première du parti. Aujourd'hui, dans un contexte nouveau tant sur le plan historiographique que politique – avec, dans les dernières décennies, une multiplication des expériences de gouvernement socialistes –, l'étude du courant réformiste du socialisme français est remise à l'honneur et mobilise plusieurs champs de recherche en histoire¹⁰. Parmi différents travaux, arrêtons-nous sur le numéro de la revue *Mil Neuf Cent* consacré aux socialistes réformistes dans l'Europe du premier xx^e siècle. Il a posé les jalons d'une

4. Madeleine Rebérioux et Patrick Fridenson, « Albert Thomas, pivot du réformisme français », in *Le Mouvement social*, n° 87, 1974, pp. 85-97.

5. Madeleine Rebérioux, « Un milieu socialiste à la veille de la Grande Guerre : Henri Sellier et le réformisme d'Albert Thomas », in Katherine Burlen (dir.), *La Banlieue oasis. Henri Sellier et les cités-jardins, 1900-1940*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, 1987, pp. 27-35.

6. Léon Jouhaux, « Albert Thomas et le mouvement syndical », in Société des amis d'Albert Thomas, *Albert Thomas vivant. Un grand citoyen du monde : études, témoignages, souvenirs*, Genève, Imprimerie Atar, 1957, pp. 101-102.

7. Albert Thomas, *op. cit.*, p. 6.

8. *Ibid.*, p. 27.

9. Pour reprendre l'expression que l'on retrouve, notamment, dans les colonnes de l'*Humanité* après 1920.

10. Pour une mise au point sur la définition du réformisme et l'historiographie qui lui est consacrée, voir Gilles Vergnon, *Le « Modèle suédois ». Les gauches françaises et l'impossible social-démocratie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 12-15.

FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

vaste réflexion autour du réformisme des gauches européennes¹¹. Les auteurs de ce numéro ont largement recours à l'approche biographique ou prosopographique¹² pour comprendre non seulement la théorie réformiste, mais aussi les acteurs de ce courant ainsi que leurs pratiques. Cependant, aucun article n'est consacré spécifiquement à Albert Thomas, pourtant présenté par Christophe Prochasson comme un « socialiste dont l'ampleur intellectuelle est comparable à celle de Jaurès¹³ ». L'historien a longuement examiné la place d'Albert Thomas au sein du socialisme intellectuel normalien avant 1914¹⁴, ainsi que la reconstitution de ce réseau d'intellectuels au service du ministère de l'Armement pendant la guerre¹⁵. Il invite à une étude sérieuse de cette figure centrale, toujours mentionnée, mais dont le parcours est rarement analysé dans son intégralité. L'entrée biographique pour saisir le parcours de l'une des figures les plus marquantes de ce courant semble donc une focale à privilégier. Elle permet de croiser histoire des réseaux réformistes et réformateurs¹⁶, histoire intellectuelle du socialisme, mais aussi histoire des pratiques réformistes aux différentes échelles de responsabilités politiques.

Grâce à une telle étude, on est en mesure de saisir pleinement le réformisme propre à Albert Thomas, qui s'inspire notamment des expériences et théories dont il est le contemporain. Gilles Vergnon, reprenant la vision formulée par Alexandre Millerand, définit un réformiste comme « un socialiste qui cherche par des moyens légaux et sanctionnés par le suffrage universel, la "substitution progressive" de la propriété capitaliste par la propriété sociale ». Répondant largement à cette définition, Albert Thomas cherche de plus à faire de son parti « le vrai parti national¹⁷ », rassembleur et force de gouvernement¹⁸. Ainsi, une fois installé dans la « salle des machines », pour reprendre l'expression du socialiste italien Pietro Nenni au sujet de la participation des socialistes au gouvernement, Albert Thomas se révèle un organisateur hors pair, entièrement dévoué à la lourde tâche qui lui est confiée en cette période de guerre exceptionnelle.

11. Dossier « Le réformisme radical. Socialistes réformistes en Europe, 1880-1930 », in *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 30, 2012.

12. Citons ici quelques exemples : Emmanuel Jousse étudie dans ce numéro la Société fabienne, Marion Fontaine le réformisme syndical à travers l'exemple des ouvriers français et britanniques. De grandes figures du réformisme sont également mises à l'honneur, comme Carlo Rosselli.

13. Christophe Prochasson, « Nouveaux regards sur le réformisme. Introduction », in *Mil Neuf Cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 30, 2012, p. 7.

14. *Id.*, « Entre science et action sociale : le réseau Albert Thomas et le socialisme normalien, 1900-1914 », in Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle, la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, pp. 141-158.

15. *Id.*, *Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre, 1900-1938*, Paris, Le Seuil, 1993, pp. 122-128.

16. Voir sur ce point l'étude pionnière de Christian Topalov (dir.), *op. cit.*

17. Albert Thomas, *La politique socialiste*, Paris, Marcel Rivière, 1913, p. 30.

18. Gilles Vergnon, *op. cit.*, p. 12.

Un des premiers avatars du socialisme de gouvernement

Lorsque Albert Thomas prend la tête du sous-secrétariat d'Etat à l'artillerie et à l'équipement militaire en mai 1915, il n'est pas le premier socialiste à assumer des responsabilités ministérielles. Quelques années plus tôt, Millerand, Briand ou encore Viviani avaient fait l'expérience des responsabilités nationales, quitte à se placer en porte-à-faux par rapport à la SFIO et à devoir quitter leur parti. Plus tard, dans le contexte de formation d'un gouvernement d'Union sacrée dès le début du conflit, Jules Guesde et Marcel Sembat entrent au gouvernement. Albert Thomas est le dernier des socialistes à les rejoindre. Sa détermination à faire de son sous-secrétariat, puis du ministère de l'Armement taillé à sa mesure à partir de 1916, le fer de lance d'une mobilisation socialiste des forces vives de la nation au service de la guerre industrielle, est toutefois plus grande que celle de ses deux coreligionnaires.

Les réticences initiales des partisans de la renaissance de l'internationalisme de guerre ou, plus généralement, de la minorité de guerre incarnée par Jean Longuet¹⁹, se transforment certes bientôt en hostilité croissante à l'égard de ce « socialisme de guerre ». Cela ne doit cependant pas faire oublier le succès de l'action d'Albert Thomas pour promouvoir la mobilisation industrielle. Il organise son ministère avec énergie et efficacité jusqu'en septembre 1917²⁰.

Il sait en effet s'entourer d'« experts du social²¹ », qu'il recrute dans son réseau de normaliens constitué avant-guerre. Parmi eux, on peut mentionner le linguiste et philologue Mario Roques ou encore les sociologues François Simiand et Maurice Halbwachs. Hors du ministère, Albert Thomas peut aussi compter sur ses contacts dans le milieu syndical, et notamment sur son ami Léon Jouhaux, président de la CGT, qui lui assure des relais dans les milieux ouvriers, particulièrement sollicités dans le cadre de l'effort de guerre.

Se plaçant tout entier au service de la Défense nationale, le ministre glorifie dans ses discours devant les ouvriers « l'esprit de guerre²² » mobilisé au profit d'une modernisation accélérée de l'appareil industriel de guerre. Cette modernisation doit elle-même passer

19. Gilles Candar, *Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

20. Florent Lazarovici, « Itinéraire d'un majoritaire : Albert Thomas », in Vincent Chambarlhac et Romain Ducoulombier (dir.), *Les Socialistes français et la Grande Guerre. Ministres, militants, combattants de la majorité (1914-1918)*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2008, pp. 43-52 ; *Id.*, « L'organisation du ministère de l'Armement sous Albert Thomas : une expérience socialiste ou technocratique ? », in Romain Ducoulombier (dir.), *Les Socialistes dans l'Europe en guerre. Réseaux, parcours, expérience, 1914-1918*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 55-71.

21. Christophe Prochasson, « Les Intellectuels », in Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Éditions Bayard, 2004.

22. Albert Thomas, *Discours aux ouvriers des usines du Creusot*, 18 avril 1916, *L'Humanité*, 19 avril 1916.

FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

par une union des différentes classes de la nation. C'est ce qu'illustre notamment son projet avant-gardiste d'établissement d'État destiné à la fabrication du matériel de guerre à Roanne. Lancé en 1917, cet arsenal devait pouvoir être reconverti en entreprise industrielle une fois la paix retrouvée. Était également prévue la construction conjointe d'une cité ouvrière au confort et aux infrastructures modernes, rappelant l'idéal des ateliers nationaux de 1848²³.

L'inspiration réformiste de sa politique se lit aussi dans ses mesures en faveur des ouvriers et ouvrières des usines de guerre. Sa volonté est bien de rompre avec le mot d'ordre lancé par Alexandre Millerand au début du conflit : « Il n'y a plus de droit ouvrier, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre²⁴. » Complétant la volonté d'organiser le plus rationnellement possible les productions de guerre, la politique menée vise à instaurer un contrôle accru de l'État, ce qui n'exclut pas les préoccupations sociales. Au cœur de celles-ci, dans le contexte des grandes grèves de l'hiver 1917, se trouve la question de la représentation ouvrière. La mise en place des délégués d'ateliers en janvier 1917 – qui répond largement à une vision tripartite des rapports sociaux – vise une coopération entre les classes pour permettre le développement de l'industrie au service de la guerre, mais aussi dans la perspective d'une paix future. À de nombreuses reprises, Albert Thomas s'exprime en ce sens : « Socialement, il n'y aura rien de possible tant que les ouvriers et les chefs d'industrie, sans renoncer en rien aux luttes nécessaires pour la défense de leurs intérêts opposés, n'entreront pas en collaboration et pour l'amélioration de la classe ouvrière et pour le développement de l'industrie²⁵. »

La mesure vise également à donner un souffle nouveau à l'initiative et à la liberté ouvrières dans les usines. On retrouve ici les principes réformistes chers à Albert Thomas, avec une place centrale donnée aux syndicats dans l'organisation des rapports sociaux. À cela s'ajoute une volonté d'amélioration des conditions de vie dans les usines de guerre, dans un contexte d'intense mobilisation depuis le début du conflit. L'amélioration des « mœurs » et de la santé des ouvriers complète ainsi les préoccupations salariales et syndicales.

La gestion par l'État des usines d'armement est ainsi l'occasion d'expérimentations pour améliorer le quotidien des ouvriers. Sous l'égide d'un service spécial du ministère, « l'inspection du bien-être », est instaurée une surveillance des salaires, des conditions

23. Sur l'arsenal de Roanne et son échec sur fond de scandale politico-financier, voir Adeline Blaszkiewicz-Maison, *Albert Thomas. Le socialisme en guerre 1914-1918*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 107-111. Inspirés des idées de Louis Blanc et de son *Organisation du travail*, les Ateliers nationaux avaient été mis en place après la révolution de février 1848 par l'État ; celui-ci employait directement les ouvriers et organisait la production. Si le nouveau gouvernement mit vite un terme à cette expérimentation sociale, elle marqua fortement les socialistes du XIX^{ème} siècle.

24. Déclaration d'Alexandre Millerand adressée aux délégués de la Fédération des métaux, 13 janvier 1915, citée dans Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, t. 1 : *De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, réédition en fac-similé, Éditions d'Avron, 1993, p. 429.

25. AN, Fonds Albert Thomas, 94 AP 244 ; Albert Thomas, « Préface », in Émile Montoux, *La Vie économique dans la région de la Loire de 1916 à 1919*, publiée dans *L'Information ouvrière et sociale* du jeudi 8 janvier 1920.

FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

de travail, de l'organisation des cantines, mais aussi de la santé des ouvrières. D'autres circulaires du ministère diffusées dès 1915 préconisent la mise en place de coopératives de ravitaillement, la prise en charge des accidents du travail dans les établissements au service de la guerre ou encore la mise en place de caisses autonomes de retraites ouvrières. La « fabrique » de guerre est ainsi conçue comme le lieu par excellence de l'union industrielle qui doit se perpétuer dans la paix pour le développement économique de la nation.

Force est cependant de constater que, une fois la paix revenue, l'expérience ministérielle d'Albert Thomas ne fut pas – loin de là – la matrice d'un profond renouvellement de la doctrine socialiste dans un sens réformiste. L'expérience du « ministre des obus » rappelait trop aux yeux des militants et des leaders de la SFIO une forme de compromission avec un gouvernement bourgeois engagé dans la guerre et opposant les aspirations impérialistes des États européens. Le congrès de Tours en 1920 acheva cette condamnation. Elle explique en grande partie la mauvaise conscience du réformisme dans l'histoire des gauches françaises.

Actualité d'un réformiste : un héritage en filigrane

On observe ainsi que le fil a été rompu entre cette première expérience réformiste à grande échelle, et celles du socialisme de gouvernement qui lui ont succédé. Cela fut accentué par le fait que, dès après la guerre, Albert Thomas fut largement marginalisé au sein de la SFIO. Accaparé par son poste à la direction du tout jeune Bureau international du travail (BIT), il n'était plus en mesure d'imprimer sa marque à sa famille politique.

Cependant, il ne voulut jamais rompre avec la vie politique française, et encore moins avec les socialistes. Lors de ses passages en France, il prend soin de rencontrer ses camarades socialistes, notamment Léon Blum²⁶ ou Paul Faure, secrétaire général de la SFIO. C'est à ce dernier notamment qu'il adresse en 1930 une lettre qui témoigne de sa « nostalgie de la politique », pour reprendre l'expression de son biographe B. W. Schaper²⁷, et de son intention de retourner à la vie politique française. Plus qu'un programme proposé à la « vieille maison », cette lettre, écrite deux ans avant sa mort, s'impose comme un véritable testament politique réformiste. Il y exprime son souhait que le parti accomplisse « un effort d'adaptation et de complément²⁸ » pour apparaître « à l'opinion commune comme le *Parti de Gouvernement* de demain²⁹ ».

26. En témoigne la correspondance entre les deux hommes durant les années 1920, fonds Albert Thomas, 94AP 377.

27. Bertus Willem Schaper, *Albert Thomas, trente ans de réformisme social*, Paris, Presses universitaires de France, 1960, p. 345.

28. Albert Thomas, « Lettre d'Albert Thomas à Paul Faure », *L'Actualité de l'histoire*, n° 24, juillet-septembre 1958, p. 21.

29. *Ibid.*, p. 22.

FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

Si ces formules résonnent comme celles qu'il employait déjà en 1913 dans *La Politique socialiste*, elles ne sont pas un décalque d'idées préconisées vingt ans auparavant. Albert Thomas s'inspire en effet de son analyse de la situation politique française, mais aussi internationale, nourrie de sa riche expérience au BIT, pour proposer une politique de paix et de réformes sociales de fond. Ces dernières concernent tous les domaines, des conditions de travail des ouvriers à la structure même du capitalisme. Sa mort prématurée en 1932 ne permet pas de déterminer si ces ambitions étaient réalistes ou si, comme l'écrivait alors Albert Thibaudet, Albert Thomas aurait pu être « un président du conseil tout indiqué ³⁰ » ou, plus modestement, ministre des Affaires étrangères, poste qu'il semblait briguer en cas de constitution d'un gouvernement par Léon Blum³¹. Le programme qu'il proposait eut un bien faible écho au sein de la SFIO des années 1930. Il influença certainement pour partie le courant néosocialiste, à la réputation cependant bien vite ternie après la scission en 1933 par la trajectoire ultérieure de grandes figures comme Marcel Déat, lui-même séduit par les modèles fascistes, puis ouvertement collaborationniste³².

Dans les années 1930, la célèbre distinction énoncée par Léon Blum entre la conquête et l'exercice du pouvoir est une manière de refuser à tout prix l'étiquette de « socialisme réformiste ». Dans un contexte de concurrence entre le parti communiste et la « vieille maison » pour revendiquer l'héritage révolutionnaire du socialisme français, ce terme demeure suspect aux yeux des militants. L'analyse est valable pour différents aspects de la politique mise en place par Léon Blum lors du Front populaire. Ainsi, le primat sans cesse donné au social sur l'économique dans le programme de la gauche socialiste des années 1930 s'explique notamment, comme l'analyse Mathieu Fulla, par la crainte de se voir accoler l'étiquette de « réformiste ». Les dirigeants du parti estiment que cela pourrait conduire à un désaveu de la part de leurs militants et de leurs électeurs. Ces derniers n'avaient pas porté la gauche socialiste au pouvoir pour la voir défendre dans sa politique économique les intérêts des classes possédantes³³.

Cependant, cette macule négative de l'épithète « réformiste », prégnante au moins jusque dans les années 1970, s'est aujourd'hui atténuée, ne serait-ce que depuis que la direction du Parti socialiste s'est elle-même emparée de l'appellation de « réformistes de gauche³⁴ » dans un contexte de conversion assumée à l'économie libérale.

30. Albert Thibaudet, « À propos d'Albert Thomas », *Nouvelle Revue française*, n° 226, juillet 1932, cité in Bertus Willem Schaper, *op. cit.*, p. 349.

31. Tout au long des années 1920, Thomas continue de s'intéresser de près à la vie politique française. Il ne cesse jamais de payer sa cotisation à la SFIO. C'est cependant au début des années 1930 qu'il cherche à remettre plus sérieusement un pied dans la vie politique française. Voir sur ce point Georges Lefranc, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1963, p. 291 et Bertus Willem Schaper, *op. cit.*, pp. 345-349.

32. Albert Thomas correspond directement avec le futur leader des néosocialistes et lui témoigne son intérêt pour ses conceptions économiques, notamment dans le domaine de la coopération et de la « socialisation » des richesses. Voir sur ce point Georges Lefranc, *op. cit.*, pp. 280-291.

33. Mathieu Fulla, *Les Socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 41.

34. Le terme est lancé par François Hollande lors du congrès de Dijon en 2003. Voir sur ce point l'analyse de Gilles Vergnon dans *Le « Modèle suédois »*, *op. cit.*, p. 13.

FIGURE DU SOCIALISME RÉFORMISTE

La redécouverte de la figure d'Albert Thomas s'inscrit dans un contexte mémoriel particulier. Aux travaux des historiens en France ou en Suisse dans le cadre de l'Organisation internationale du travail toujours basée à Genève, qui visent à exhumer une personnalité encore relativement méconnue, s'ajoute un regain d'intérêt qui s'est notamment illustré dans l'organisation, en octobre 2015, de l'exposition « Albert Thomas, une vie, une œuvre », à l'espace Jaurès de Pampelonne dans le Tarn. Elle a rassemblé des archives inédites sur le parcours de l'ancien député de Carmaux, et attiré personnalités politiques locales, descendants d'Albert Thomas et nombre de visiteurs³⁵. À la croisée entre histoire et mémoire institutionnelle, il convient également de mentionner la publication en novembre 2015 d'un riche recueil des récits de voyage en Europe d'Albert Thomas en tant que directeur du Bureau international du travail³⁶. Il témoigne d'un intérêt renouvelé pour une figure jugée tutélaire au sein de l'organisation internationale³⁷, qui mérite également toute sa place dans le Panthéon socialiste.

35. « Vernissage de l'exposition Albert Thomas », *La Dépêche*, 05/11/2015.

36. Dorothea Hoehcker et Sandrine Kott, *À la rencontre de l'Europe au travail. Récits de voyages d'Albert Thomas (1920-1932)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015.

37. Denis Guérin, *Albert Thomas au BIT (1920-1932). De l'internationalisme à l'Europe*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1996.